

- + la programmation pluriannuelle de l'énergie
- + les cryptomonnaies
- + Septembre 1986 : la vague d'attentats à Paris

Le nouveau paysage politique français

- Retour sur 70 ans de vie politique
- La tentation des extrêmes
- Où en est le clivage gauche-droite ?



Sommaire

5 **Politiques publiques**

La troisième programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3)

Étienne Beeker

15 **Dossier**

Le nouveau paysage politique français

16/ Les métamorphoses institutionnelles de la V^e République (1958-2017)

Philippe Blachère

26/ **Grand débat**

entre Jérôme Fourquet et Pascal Perrineau

Un paysage politique durablement fragmenté ?

40/ Où en est le clivage gauche-droite ?

Bruno Cautrès

48/ Le RN et LFI, les populismes au cœur du jeu politique

Marc Lazar

60/ Le bloc central et son avenir

Luc Rouban

68/ Gouverner par les territoires

Romain Pasquier

78/ Extension du domaine de l'engagement

Anne Muxel

88/ La démocratie aux prises avec une information en mutation

Fabienne Greffet

98/ **Les plus de la rédaction**

98/ *Ce qu'il faut retenir*

99/ *Les mots du dossier*

100/ *Les chiffres clés*

101/ *Les dates clés*

102/ *Le dossier en dessins*

103/ *Pour en savoir plus*

105 **Sur les écrans**

La politique au cinéma et dans les séries

Bruno Cautrès

113 **Le point sur**

Cryptomonnaies : vers une confiance décentralisée

Primavera De Filippi

119 **C'était en... septembre 1986**

Le gouvernement français décide de « terroriser les terroristes »

Jenny Raflik



→ Retrouvez l'univers Cahiers français sur www.vie-publique.fr/cahiers-francais

→ **Les fiches** au format mobile

Un paysage politique durablement fragmenté ?

Jérôme Fourquet

Directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise »
de l'Institut français d'opinion publique (IFOP)

Pascal Perrineau

Professeur de science politique à Sciences-Po Paris,
ancien directeur du Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF)

*La recomposition du paysage politique français depuis 2017 est-elle
une révolution ou l'aboutissement d'une longue décomposition ?*

*Deux spécialistes de l'opinion et de la science politique croisent leurs analyses
sur la fragmentation du système partisan, l'effondrement des partis traditionnels
et la montée en puissance des forces protestataires aux deux extrêmes.*

*Un échange qui questionne la viabilité du centre et l'avenir d'une V^e République
confrontée à une tripartition sans majorité stable.*

■ La victoire d'Emmanuel Macron en 2017 a souvent été présentée comme une révolution politique. Avec le recul, était-ce une véritable recomposition ou l'accélération d'un processus de décomposition du bipartisme amorcé bien avant – dès le 21 avril 2002, voire la fin des années 1980 ?

Pascal Perrineau

Les deux aspects me semblent présents. Il y avait quelque chose de nouveau dans le profil

du candidat Macron : un homme sans parti, sans fonction élective, désireux de sortir de la bipolarisation gauche-droite. Le refus de ce clivage était déjà affirmé par le Front national à la fin des années 1990. Mais un autre antagonisme l'a remplacé, exprimé par l'opposition entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2017. Ce clivage, que j'ai appelé entre la société ouverte et la société du recentrage national, s'était déjà exprimé for-

tement en 1992 à l'occasion du référendum sur le traité de Maastricht, et en 2005, lors du référendum sur le traité européen à caractère constitutionnel. C'était une opposition entre ceux qui considéraient qu'on avait tout à gagner à l'eupéanisation et à l'ouverture, en dépit de dégâts collatéraux, et ceux qui estimaient que le coût était trop élevé, et qu'il fallait se recentrer sur l'isolat national. On retrouve l'illustration de la théorie de Lipset et Rokkan qui veut qu'un clivage politique prenne sa source dans une division extrapolitique¹. Cependant, la nouveauté s'arrête là, Emmanuel Macron est l'archétype de l'élite sous la V^e République ; il est issu d'un grand corps de la haute fonction publique (l'inspection des finances) et a connu un passage dans le secteur privé lors de son expérience dans la banque Rothschild. C'est un parcours fréquent dans le personnel politique français. Comme Valéry Giscard d'Estaing, il a été ministre de l'Économie et des Finances. Ajoutons qu'il est aussi l'allié d'un centrisme qui a toujours existé : en 1965 avec Jean Lecanuet, en 1969 avec Alain Poher.

Jérôme Fourquet

Pour compléter les propos de Pascal Perrineau, je dirais que nous avons assisté à l'aboutissement d'un cycle et à l'affirmation d'un autre. Nous fonctionnions depuis des décennies avec un clivage gauche-droite, cependant un nouveau clivage pointait sans parvenir à devenir dominant. La tentative de dépassement de cette division par François Bayrou en 2007, avec un score de 18,57% au premier tour, est sans doute arrivée trop tôt : gauche et droite avaient su moderniser leur offre en la personne de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal, permettant un certain répit aux vieilles familles politiques. En 2012, le balancier gauche-droite était encore à l'œuvre, mais ce mécanisme d'alternance historique s'essouffait. Emmanuel Macron est arrivé dans ce contexte de manière opportune, aidé par François Bayrou.



À gauche, Jérôme Fourquet, de l'IFOP ; à droite, Pascal Perrineau, professeur de science politique.

“

**Tripartition et instabilité
procèdent du fait qu'il n'existe
plus de clivage assez puissant**

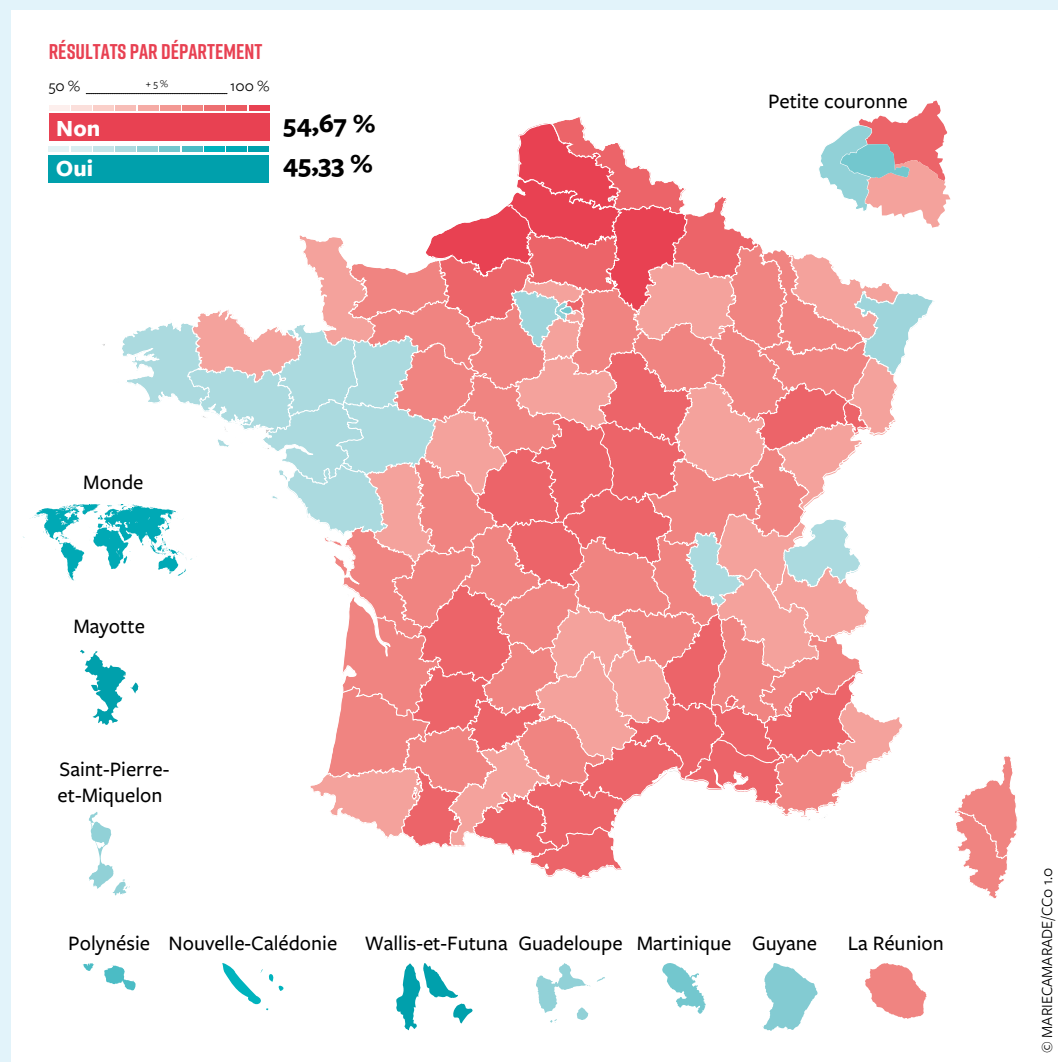
Jérôme Fourquet

Durant la campagne présidentielle de 2017, où nous avons des primaires à droite et à gauche, les divisions ont travaillé les deux camps : à droite entre les partisans d'Alain Juppé et ceux de François Fillon ; à gauche entre les tenants de Benoît Hamon et ceux de Manuel Valls. On pouvait penser que ces gens ne tenaient plus ensemble que par la force des habitudes et la logique de parti. Mais en fait, il y avait plus de proximité entre les « juppéistes » et les « vallsistes » qu'entre nombre de figures politiques au sein des deux familles... Alain Juppé avait eu cette formule, « il faudra bien un jour finir par couper les deux bouts de l'omelette » pour faire travailler ensemble ceux appartenant

Grand débat

▼ Carte des résultats du référendum de 2005 par département

Question : « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ? »



à ce qu'Alain Minc a appelé le « cercle de la raison ». Profitant de ces scissions qui ne cessaient de s'accroître au sein des deux camps, Emmanuel Macron a donc provoqué une rupture en agrégeant autour du noyau centriste des personnalités proches d'Alain Juppé et d'autres venant du courant de Dominique Strauss-Kahn au PS.

Le ciment qui tient cet ensemble est double : le ralliement à la personnalité charismatique d'Emmanuel Macron et un agenda réformiste proeuropéen et promondialisation pleinement assumé. Les autres personnalités partageant cette ligne n'osaient auparavant l'exprimer que discrètement au sein de leur famille historique. Durant ses deux mandats, l'engagement proeu-

ropeén ne fléchira pas – on l’a vu lors de la crise de la Covid-19 (« le virus n’a pas de passeport² »), comme lors de l’entre-deux tours de 2022 avec le meeting du candidat Macron au pied de la cathédrale de Strasbourg, drapeaux français et européens mêlés. Cette constance a soudé des électeurs issus de parcours très différents. Pour autant, le vieux clivage gauche-droite n’a pas dit son dernier mot. Aujourd’hui, la tripartition et l’instabilité politique procèdent du fait qu’il n’existe plus de polarisation assez puissante pour tout ordonner. Notre paysage politique prend une dimension kaléidoscopique, traversé par au moins deux clivages qui se disputent la primauté. Macron a été, au sens chimique du terme, un catalyseur – à la fois témoin et acteur de ce mouvement de tectonique des plaques. Il a aussi bénéficié d’un alignement des planètes (François Hollande renonçant à se représenter, François Fillon mis en cause pour emploi fictif...).

■ **Le Parti socialiste et Les Républicains ne totalisent plus ensemble qu’une fraction de leurs scores d’avant 2017. Quels sont, selon vous, les facteurs principaux de leur effondrement : sociologiques, idéologiques, organisationnels, stratégiques?**

Pascal Perrineau

Sur le plan sociologique, le phénomène qui a touché le PS, c’est une très forte gentrification de son électorat comme de son appareil. Les dernières élections municipales l’ont bien montré : dans les grandes agglomérations, les socialistes recueillent encore de nombreuses voix, mais dans les petites et moyennes villes ainsi que les périphéries, les scores sont souvent médiocres. Nous sommes loin du « front de classe » des années 1970 ; aujourd’hui domine le profil du bourgeois bohème. De l’autre côté, LR subit un processus de vieillissement de son électorat : les jeunes ne votent quasiment plus pour ce parti, promis à disparaître s’il n’inverse pas la tendance.

“

Sur le plan stratégique, il y a toujours la question du choix entre union et autonomie

Pascal Perrineau

Sur le plan idéologique, les trois expériences du pouvoir que le PS a pu connaître depuis 1958 (sous François Mitterrand, sous Lionel Jospin puis avec François Hollande) ont pu donner à penser que ce parti allait devenir une vraie formation sociale-démocrate. Or, la fin du mandat de François Hollande a vu l’apparition des « frondeurs », un mouvement de régression dont le PS n’est pas sorti, à mon avis. Comme l’ont montré Gérard Grunberg et Alain Bergounoux³, ce parti continue d’entretenir une conception très ambivalente de l’exercice du pouvoir. Pour ce qui est des Républicains, on a vu l’abandon progressif du gaullisme social, à quelques rares exceptions comme le député du Lot Aurélien Pradié ou encore Xavier Bertrand. LR est désormais une formation de droite classique qui tend à se rétracter.

Sur le plan stratégique, il y a toujours la question du choix entre union et autonomie. Au Parti socialiste, une majorité demeure favorable à l’union parce qu’elle incarne l’image des belles années de la gauche. Mais face à la radicalité de LFI, cette union devient problématique. À l’époque de l’alliance PS-PC, le Parti communiste était intégré dans la République. LFI donne au contraire l’impression d’être une formation qui veut sortir de la République pour être une force de protestation d’extrême gauche. Le PS n’a donc pas de stratégie claire aujourd’hui.

Du côté de LR, on attendait des unions qui ne sont pas venues, à quelques rares exceptions près. Les enquêtes d’opinion montrent pour-